



Communiqué de presse

Préserver la mémoire, c'est défendre la démocratie !

Etopia et Citoyenneté et Participation (CPCP asbl) dénoncent conjointement la volonté du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de mettre fin à la reconnaissance et au subventionnement des centres d'archives privées liés à une famille politique.

La mémoire au service de la démocratie

Les centres d'archives sont la mémoire vivante de notre démocratie. Ils conservent, classent et valorisent les traces des débats, des idées, des luttes et des engagements qui ont façonné notre société.

Sans eux, pas de compréhension du passé, pas de transparence sur les décisions politiques, pas de base solide pour construire l'avenir.

Ceux qui sont liés à des courants politiques ou à des enjeux thématiques particuliers participent au pluralisme culturel, en garantissant la diversité des voix et la transmission d'une culture démocratique à toutes les générations.

Une décision inquiétante et injustifiée

Sous couvert de "neutralité", le Gouvernement de la FWB (MR / Les Engagés) envisage de supprimer la reconnaissance et le financement public des centres d'archives privées liés à une famille politique.

Il s'agirait d'une décision inique et injustifiée qui témoigne, en outre d'une grande méconnaissance du secteur et du rôle de ces centres.

Cette mesure revient à affaiblir des lieux essentiels à la pensée critique et à la recherche indépendante, au service des chercheurs, étudiants, journalistes, associations et citoyens.

Elle viserait notamment Etopia et le centre d'archives du CPCP, deux centres reconnus de longue date et récemment réévalués positivement par la Commission des Patrimoines culturels de la FWB composée de professionnels du secteur, d'acteurs académiques et de l'administration.

Remettre en cause cette reconnaissance, c'est nier des décennies de travail scientifique, culturel et citoyen mené avec rigueur et transparence et rompre avec un principe de base de bonne gouvernance et de continuité des décisions publiques.

Un patrimoine collectif à protéger

Le centre d'archives d'Etopia conserve un patrimoine unique d'archives papier et de documents numériques, des fonds d'associations environnementales et citoyennes (Canopea, GRACQ - Avello, Amis de la Terre, ARAU, et bien d'autres petites et grandes...), les archives de responsables politiques souvent absentes des dépôts publics, une base de données innovante (*Rhizome*) utilisée par des chercheurs et des enseignants.

Le centre d'archives du CPCP préserve notamment la mémoire des mouvances sociale-chrétienne et démocrate-humaniste, des dizaines de fonds papiers et numériques de personnalités politiques, de cabinets ministériels ou encore d'organisations satellites mais également de nombreuses collections.

Il garantit la préservation de fonds représentatifs des luttes sociales, politiques, économiques et culturelles et assure la mise à disposition et la diffusion de ces ressources auprès de tous les publics et des générations futures dans le respect des règles de confidentialité.

Les archives conservées par Etopia et Citoyenneté et Participation, de par leur diversité et leur singularité, représentent par conséquent un patrimoine inestimable de l'histoire politique, sociale et environnementale de la Belgique francophone.

Un enjeu démocratique, pas budgétaire

Le financement des centres d'archives est un investissement dans la démocratie et les archives privées complètent les archives publiques en concrétisant le pluralisme culturel. Supprimer spécifiquement le soutien à des centres d'archives liés à des courants politiques, c'est affaiblir la société civile et rompre avec le Pacte culturel, fondement du vivre-ensemble démocratique en Belgique. C'est aussi contraire au principe de non-discrimination garanti par la Constitution.

Un appel à la responsabilité

Nous appelons le gouvernement à renoncer à cette décision injuste et à ouvrir un dialogue respectueux avec les acteurs du patrimoine et de la société civile.

Que devons-nous d'ailleurs faire de notre patrimoine d'archives associative et de personnalités en cas de suppression de nos subventions ? Les déposer à la rue ?

Préserver les archives politiques et associatives, écologistes ou autres, c'est préserver la liberté de penser, de débattre et d'imaginer l'avenir.

Nous défendrons donc par tous les moyens juridiques pertinents la mission d'intérêt général de nos centres d'archives, conscients que derrière les coups de boutoir actuels du gouvernement envers notre mémoire collective, se cachent d'autres dangers de fragilisation de la démocratie.

Contact presse :

- Etopia : Szymon Zareba, coordinateur du centre d'archives et de documentation - 081 24 23 00

Patrick Dupriez, Président d'Etopia – 0478 43 13 05

- Citoyenneté et Participation : Nadège BUQUET, directrice générale - 0456 16 20 93

Centres d'archives reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles

« Liberté associative et centres d'archives : un même combat pour la démocratie », réaction suite aux mesures annoncées par le conclave budgétaire de la FWB de Aksoni (Association des archivistes francophones de Belgique) : <https://www.archivistes.be/liberte-associative-et-centres-darchives-un-meme-combat-pour-la-democratie-reaction-suite-aux-mesures-annoncees-par-le-conclave-budgetaire-de-la-fwb/>